

avaient de très grandes attentes à l'égard des conseillers canadiens et (ou) que leur propre distance physique par rapport au terrain leur a fait perdre le contact avec les problèmes concrets de mise en oeuvre des projets. Cependant, le fait que les perceptions des conseillers et des Égyptiens soient semblables à celles du personnel de l'Administration centrale de l'ACDI est de nature à dissiper quelque peu la crainte que les gestionnaires de l'Administration centrale soient «coupés de la réalité du travail sur le terrain».

Le moins qu'on puisse dire à propos de ces résultats, c'est qu'ils traduisent un sérieux manque d'esprit de partenariat entre les

principaux participants au processus de développement. C'est d'autant plus regrettable que la plupart des partenaires sont à notre avis sincères et honnêtes et qu'ils sont de bonne foi lorsqu'ils affirment vouloir faire une véritable contribution au développement de l'Égypte. Tout comme il est évident que tous les partenaires doivent faire un effort pour mieux comprendre les contraintes et les pressions auxquelles les autres partenaires sont soumis, les résultats de notre étude soulignent la pertinence d'une révision générale des structures mises en place pour assurer la gestion du programme d'aide au développement de l'ACDI ainsi que les méthodes de planification, de mise en oeuvre et de suivi des projets.